

Renaud Meltz, Alexis Vrignon (dir.), *Des bombes en Polynésie. Les essais nucléaires français dans le Pacifique*

Paris, Éditions Vendémiaire, 2022, 720 p.

Thomas Fraise



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/8261>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.8261](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.8261)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Thomas Fraise, « Renaud Meltz, Alexis Vrignon (dir.), *Des bombes en Polynésie. Les essais nucléaires français dans le Pacifique* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 12 janvier 2023, consulté le 22 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/8261> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.8261>

Ce document a été généré automatiquement le 22 février 2023.

Tous droits réservés

Renaud Meltz, Alexis Vrignon (dir.),
*Des bombes en Polynésie. Les essais
nucléaires français dans le Pacifique*

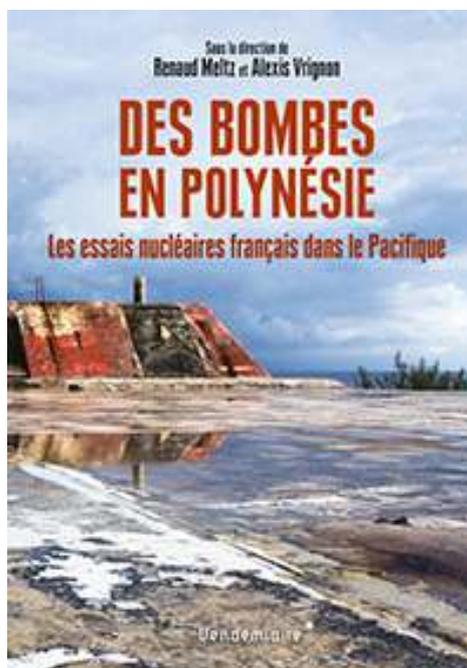
Paris, Éditions Vendémiaire, 2022, 720 p.

Thomas Fraise

RÉFÉRENCE

Renaud Meltz, Alexis Vrignon (dir.), *Des bombes en Polynésie. Les essais nucléaires français dans le Pacifique*, Paris, Éditions Vendémiaire, 2022, 720 p.

- 1 *Des bombes en Polynésie*, livre collectif édité par Renaud Meltz et Alexis Vrignon, présente une contribution empirique importante à notre compréhension de l'histoire des sites d'essais nucléaires¹. Par son analyse des processus de décision ayant mené aux choix nucléaires français au début des années 1960, il permet notamment de mettre à distance une historiographie plutôt nationaliste des années 1990 qui consacrait le récit de l'État sur le développement de son arsenal comme vérité historique. *Des bombes* fait partie d'une seconde phase de l'historiographie des essais nucléaires français. La première était dominée par des productions d'acteurs impliqués dans la réalisation des essais², ou dans leur contestation³. À cela, s'ajoutaient les ouvrages de Jean-Marc Regnault, historien



prolifique sur l'histoire contemporaine de la Polynésie⁴, dont l'article sur la sélection des sites d'essais français a longtemps constitué la seule source de la littérature, du fait de son accès privilégié aux archives militaires⁵. Le refus de l'État français d'ouvrir ses archives au public constituait un frein majeur à l'émergence d'une historiographie plus distante des acteurs. La déclassification en 2013 d'un grand nombre de documents relatifs aux mesures de contaminations, obtenue de longues luttes par les associations *Moruroa e tatou* et celles des vétérans des essais nucléaires, a facilité l'émergence de nouvelles études permettant de rattraper l'immense retard que la France avait pris pour se confronter à son passé nucléaire. On pense, par exemple, à l'ouvrage *Toxique* de Sébastien Philippe et Thomas Stadius qui, armé des outils du physicien et du journaliste d'investigation, a permis de réécrire l'histoire de la contamination radioactive en Polynésie en démontrant que celle-ci fut bien plus large que l'État ne voulait l'admettre⁶. De même, la récente thèse d'Austin Cooper jette une lumière neuve sur l'histoire des essais français en Algérie, au prisme des débats et contestations relatives aux retombées nucléaires sur le Sahara⁷.

- 2 Dans cette historiographie, *Des bombes* occupe une place particulière car il s'agit d'une histoire officielle – de là, découlent ses limites. L'ouvrage, en effet, fut le résultat d'une commande publique du gouvernement polynésien. Une histoire officielle porte un projet qui n'est pas celui de la recherche indépendante. En l'occurrence, celui de la réconciliation et de favoriser un mouvement « vers une mémoire partagée » (p. 647). C'est dans cet objectif d'apaisement du dialogue que le projet fut lancé. Une histoire officielle présente, aussi, le risque du nationalisme. Dans celle-ci, cela s'aperçoit dans les chapitres de Dominique Mongin, historien passé par la Direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et le ministère de la Défense, qui prend bien peu distance avec le récit officiel⁸. Le chapitre sur le développement de la bombe H française ne mentionne à aucun moment la contribution britannique à la validation du *design* proposé par Michel Carayol, pourtant

reconnue comme importante par les acteurs eux-mêmes (p. 275)⁹. Il reprend de même de nombreux éléments de la communication publique du CEA, citant des rapports officiels sans la distance attendue d'un historien avec ses sources, notamment à propos du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui aurait confirmé les données officielles sur la contamination liées aux essais (p. 278-279). Les limites importantes de ce rapport sont désormais connues : l'AIEA a dû valider le rapport à l'aveugle¹⁰. Mais l'on ne peut s'arrêter à cela. Comme l'avait montré Tim Cook, on ne peut voir dans les histoires officielles de « simples hagiographies » : si elles présentent des limites, elles offrent aussi des apports importants à notre compréhension de l'action de l'État, comme le montre certaines contributions de l'ouvrage¹¹.

- 3 *Des bombes* est un ouvrage d'une ambition immense, celle de raconter une « micro-histoire globale » de la nucléarisation de la Polynésie française, depuis l'installation du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) jusqu'à nos jours. Une « micro-histoire globale », donc, car les auteurs ont été soucieux de prendre en compte au maximum l'influence des dynamiques régionales et internationales pour expliquer l'histoire locale du CEP. Plusieurs éléments en ressortent. D'abord, l'absence de linéarité dans la prise de décision française en la matière. Dans la première partie de l'ouvrage, fondée sur de nombreuses sources inédites, notamment les comptes rendus des Conseils de Défense, on voit la tendance française au « nomadisme nucléaire » (p. 84) : loin d'une histoire guidée par une rationalité stratégique omnisciente, ou par la « prédestination » du Pacifique, on y suit les tâtonnements d'une poignée de décideurs, hésitant entre plusieurs sites différents, voire plusieurs sites *en même temps*. Alors que Moruroa se construit, de Gaulle envisage quand même de retourner faire des essais atmosphériques en Algérie indépendante (p. 94)¹². Ce processus de décision eut lieu dans le secret et sans souci démocratique aucun : taisant toutes les alarmes, confiant dans leurs capacités à éviter l'accident en dépit des preuves disponibles, et sans contrôle extérieur, le choix de la Polynésie est fait en dépit des risques radiologiques pour les populations (p. 57).
- 4 Le secret est au cœur de la seconde partie de l'ouvrage, centrée sur les essais atmosphériques qui se déroulèrent de 1966 à 1974. Dans un riche chapitre, Renaud Meltz montre comment le secret a permis de faciliter le « déni » des risques radiologiques (p. 211). Le secret, comme l'écrit Meltz, servira à « accommoder l'idéal protecteur à la réalité des aléas » (p. 216) : incapable, en fait, d'assurer que les essais auront lieu sans risque, l'État choisit de conserver pour lui seul les informations permettant de juger ce qu'il en était vraiment. Mais il faudrait ajouter que ce n'était pas une simple question de secret entendu comme l'action de dissimulation de ce qui est connu. L'État s'assurait aussi qu'il soit impossible de produire les savoirs nécessaires à l'établissement des faits, interdisant prélèvements et études et surveillant les scientifiques sur l'archipel.
- 5 Se pose enfin la question de la fin du CEP après 1996, « une fin en plusieurs fois » (p. 437), et des traces profondes laissées par le site sur la Polynésie actuelle, qui furent un temps perçues par la littérature uniquement par le prisme économique. En plusieurs fois parce que le choix de fermer le CEP s'est fait en plusieurs étapes : une première décision d'un moratoire prise par François Mitterrand et sa révocation par Jacques Chirac, acquis à la cause d'une dernière série d'essais pour préparer les conditions du passage à la simulation. En plusieurs fois, aussi, parce que le CEP a laissé en Polynésie plusieurs héritages. Héritages matériels à la gestion contestée, comme le montrent

Teva Meyer et Alexis Vrignon, mais aussi héritages mémoriels et littéraires, tels qu'analysés par Anaïs Maurer. Si le CEP refuse de finir, c'est aussi parce que l'État refuse encore d'accorder réparation aux victimes des essais. Ainsi la juriste Fleur Laronze montre notamment le caractère inique et arbitraire de la Commission d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN), « dispositif créé pour ne pas fonctionner » (p. 619), qui bénéficie d'un énorme pouvoir discrétionnaire (p. 631) et permet à l'État de ne pas avoir à réellement assumer la responsabilité de la « violence lente » qu'il exerça des années durant contre ses citoyens en Polynésie.

- 6 Cette « violence lente » est absente de l'ouvrage. Elle constitue pourtant l'un des aspects les plus controversés de cette histoire, sur lequel on dispose encore de peu de travaux historiques indépendants. C'est un choix peu justifié, d'autant que l'ouvrage ne néglige pas l'étude de formes de violence ou de dégradation habituellement ignorées : ainsi de la question des violences sexuelles (p. 110), ou des effets environnementaux de « l'urbanisation galopante » (p. 502) et de la construction du port de Papeete. De même, les auteurs s'intéressent à la manière dont furent définies les « doses acceptables », évoquant le refus de considérer l'exposition interne aux radiations¹³. Mais de chapitre sur les conséquences radiologiques des essais, point. Le refus d'aborder ce problème constitue une limite essentielle de l'ouvrage. D'autres histoires officielles, pourtant, s'y étaient confrontées¹⁴. Plus problématique, lorsqu'il évoque les conséquences radiologiques des essais, *Des bombes* utilise en priorité les chiffres officiels publiés par le CEA en 2006 – les chiffres plus récents, issus de *Toxique* (2021), sont cités en second dans les notes. Cette hiérarchie, pourtant, n'a pas de justification : les chiffres officiels du CEA, par principe, devraient *a priori* n'être utilisés que faute de mieux, et avec les précautions d'usage liés aux évidents conflits d'intérêts. Les chiffres de 2021, à l'inverse, sont issus d'un travail indépendant et offrant la possibilité d'une validation extérieure – que le CEA a précisément souhaité éviter¹⁵. Utiliser les chiffres officiels revient ainsi à reproduire le récit de l'État sur la contamination du Pacifique, quand il reste à proposer un récit historien sur la question.
- 7 Dans ce cadre, la vision « réconciliatrice » de l'histoire nucléaire française portée par le projet repose sur une sorte de rééquilibrage des rôles. La volonté des auteurs de restaurer l'agentivité polynésienne est des plus importantes (p. 17-18). Elle est particulièrement visible dans le chapitre d'Émilie Nolet sur Reao, qui propose une étude micro sur un territoire marginal du CEP, montrant bien la capacité des acteurs locaux à s'approprier les effets du CEP. Plutôt qu'une modernisation forcée, l'autrice montre en fait une « accélération des transformations sociales », qui ne remet pas en cause certains pouvoirs locaux (notamment celui de l'Église), et la part d'agentivité polynésienne. Mais en même temps, l'effort fait pour ôter aux Polynésien.nes leur rôle de « victimes passives » n'est pas entièrement convaincant. Les auteurs montrent bien que les acteurs locaux bénéficiaient d'une agentivité, et ont bel et bien *participé* à l'histoire du CEP. Mais si l'on se situe sur le plan spécifique de la violence nucléaire, la question est moins de savoir si les victimes ont participé elles aussi de leur histoire que de savoir quels choix celles-ci avaient réellement, et quelles places elles occupaient dans les hiérarchies de pouvoir. La binarité actif/passif convient en fait peu à l'analyse du rôle des victimes – bien des victimes ont pu, d'une certaine manière, *participer* à la catastrophe qui les frappait. Or les auteurs reconnaissent, et démontrent bien, que « l'asymétrie des moyens de protection [et d'information] ne laiss[ait] qu'une très faible marge de manœuvre » aux Polynésien.nes (p. 233). En d'autres termes, elles étaient particulièrement vulnérables au pouvoir d'État. Le sujet vulnérable n'est pas passif, il

ne peut pas *rien*, mais il peut *moins*. Il dépend d'autrui, notamment pour connaître l'étendue réelle de la contamination, qui ne lui sera jamais communiquée. Quels étaient ses choix ? Qui les définissait ? Comment ? L'objectif des auteurs était « d'écrire aussi froidement que possible une histoire globale du CEP » (p. 21). Par bien des aspects, cela est réussi sans aucun doute, et l'ouvrage constituera une référence obligée pour qui veut s'intéresser à l'histoire nucléaire française. Mais faut-il écrire froidement une histoire qui ne l'est pas ? N'est-ce pas omettre, dans l'écriture de l'histoire, ce fait essentiel que George Duby exhortait ses étudiant.es à ne jamais oublier : « l'immense peine des hommes¹⁶ » ?

NOTES

1. Ce compte rendu a été financé par le Conseil européen de la recherche (ERC), dans le cadre du programme Horizon 2020 pour la recherche et le développement (projet NUCLEAR, financement n° 759707).
2. Marcel Duval et Yves Le Baut, *L'arme nucléaire française : pourquoi et comment ?*, Paris, S.P.M, 1992 ; Yves Le Baut (dir.), *Les essais nucléaires français*, Bruxelles, Bruylant, 1996.
3. Bengt Danielsson et Marie-Thérèse Danielsson, *Moruroa, notre bombe coloniale : histoire de la colonisation nucléaire de la Polynésie française*, Paris, L'Harmattan, 1993, 655 p. ; Bruno Barrillot, *L'héritage de la bombe : Sahara, Polynésie, 1960-2002 : les faits, les personnels, les populations*, Lyon, CDRPC, 2002.
4. Notamment Jean-Marc Regnault, *La bombe française dans le Pacifique : l'implantation, 1957-1964*, France, Scoop éditions, 1993.
5. Jean-Marc Regnault, « France's Search for Nuclear Test Sites, 1957-1963 », *The Journal of Military History*, octobre 2003, vol. 67 n° 4, p. 1223-1248.
6. Sébastien Philippe et Tomas Stadius, *Toxique. Enquête sur les essais nucléaires français en Polynésie*, Paris, PUF/Disclose, 2021.
7. Austin R. Cooper, *Saharan Fallout: French Explosions in Algeria and the Politics of Nuclear Risk during African Decolonization (1960-1966)*, thèse de doctorat, Philadelphia, University of Pennsylvania, 2022. Il faudrait mentionner, aussi, les articles de Roxane Panchasi, notamment « "No Hiroshima in Africa": The Algerian War and the Question of French Nuclear Tests in the Sahara », *History of the Present*, 1 avril 2019, vol. 9, n° 1, p. 84-112.
8. Dominique Mongin vient notamment de publier un travail commandé et édité par le CEA, et destiné à ré-affirmer le récit officiel face à l'ouvrage *Toxique*. Antoine Samoyeau, « Un livre pour aider à "tourner la page" du nucléaire », *Tahiti Infos*, 29 novembre 2022 [En ligne : https://www.tahiti-infos.com/Un-livre-pour-aider-a-tourner-la-page-du-nucleaire_a213530.html, lien consulté le 13/12/2022].
9. Ainsi, de Pierre Billaud, avec Venance Journé, « The Real Story Behind the Making of the French Hydrogen Bomb: Chaotic, Unsupported, But Successful », *The Nonproliferation Review*, juillet 2008, vol. 15, n° 2, p. 367.
10. Sébastien Philippe et Tomas Stadius, *Toxique...*, *op. cit.*, chapitre 18.
11. Voir notamment Tim Cook, *Clio's warriors: Canadian historians and the writing of the world wars*, Vancouver, UBC Press, 2006, p.4-5. Ainsi, les histoires officielles d'autres sites d'essais, britanniques et américains, font toujours référence : Barton C. Hacker, *Elements of controversy: the*

Atomic Energy Commission and radiation safety in nuclear weapons testing, 1947-1974, Berkeley, University of California Press, 1994 ; Lorna Arnold et Mark Smith, *Britain, Australia and the bomb: the nuclear tests and their aftermath*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.

12. Cela n'aura finalement pas lieu, mais il faut noter que ces projets sont allés assez loin et ont dépassé, en fait, les hauts cercles du pouvoir. Voir notre article avec Austin Cooper, « Les obstinations nucléaires des dirigeants français en Algérie indépendante », *The Conversation*, 4 juillet 2022 [En ligne : <https://theconversation.com/les-obstinations-nucleaires-des-dirigeants-francais-en-algerie-independante-185050>, lien consulté le 13/12/2022].

13. L'importance des contaminations internes, et le refus de jamais les considérer, a récemment été démontré comme caractéristique de l'histoire globale des essais nucléaires, voir Robert A. Jacobs, *Nuclear Bodies: the global hibakusha*, New Haven, Yale University Press, 2022.

14. Ainsi, Lorna Arnold, même si sa méthode a pu, par la suite, faire l'objet de critiques. *Britain, Australia and the bomb, op. cit.*, chap. 13.

15. Sur l'importance de l'indépendance en matière de recherche sur le nucléaire militaire, voir Benoît Pelopidas, *Repenser les choix nucléaires. La séduction de l'impossible*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, p. 250.

16. Georges Duby, « Ego-histoire. Première version inédite (mai 1983) », *Le Débat*, 23 mai 2011, vol. 165, n° 3, p. 109.